

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 03/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **RENOLIT ONDEX**

57 avenue de Tavaux  
21800 Chevigny-Saint-Sauveur

Références : 2023-090  
Code AIOT : 0005401462

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2023 dans l'établissement RENOLIT ONDEX implanté 57 avenue de Tavaux 21800 Chevigny-Saint-Sauveur. L'inspection a été annoncée le 04/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection. Il avait entre autres comme objectifs :

- le suivi des actions prises pour répondre aux non-conformités relevées lors de la visite d'inspection réalisée le 21 octobre 2021;
- le contrôle du respect du décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RENOLIT ONDEX
- 57 avenue de Tavaux 21800 Chevigny-Saint-Sauveur
- Code AIOT : 0005401462
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

RENOLIT ONDEX, société spécialisée dans le secteur d'activité de la fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques.

## Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incendie
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 8.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Procédure prévenant la dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 01/01/2022, article D. 541-362	/	Sans objet
8	Equipements permettant de prévenir les pertes et les fuites de GPI	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-361	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Accessibilité des engins à proximité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 8.4.1	/	Sans objet
3	Système de détection et d'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 8.5.4	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 8.8.3	/	Sans objet
5	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 8.6.3	/	Sans objet
7	Audit d'inspection des procédures mentionnées à l'article D. 541-362 CE	Code de l'environnement du 01/01/2022, article D. 541-364	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a constaté que la quasi-totalité des non-conformités relevées lors de l'inspection du 21 octobre 2021 étaient levées.

Seul le constat relatif à la détermination et la matérialisation des zones à risques n'était pas levé dans sa totalité.

En effet, l'exploitant a bien répertorié les zones à risques sur un plan, mais l'inspection a constaté par sondage que celles-ci n'étaient pas encore matérialisées par des moyens appropriés.

Concernant l'application du décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement, l'exploitant a mis en place des procédures,

a fait réaliser un audit par un organisme, a pris en compte une partie des non-conformités relevées dans le cadre de l'audit et planifier des actions pour que l'ensemble de non-conformité soit levé en 2023 avec le passage d'un nouvel audit pour valider les actions prises.

L'inspection rappelle cependant à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité de s'assurer que les équipements présents sur le site sont suffisants pour prévenir les rejets canalisés dans l'environnement des granulés de plastiques industriels.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques incendies
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Il distingue 3 types de zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les zones à risque permanent ou fréquent ;</li> <li>• les zones à risque occasionnel ;</li> <li>• les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 16 janvier 2023, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un plan de masse répertoriant l'emplacement des zones de stockage des produits inflammables et sous pression ;</li> <li>- Un plan de masse répertoriant les zones à risques de dégagement nocifs ou toxique en cas d'incendie.</li> </ul> <p>Le 25 janvier 2023, l'inspection a constaté que les zones de la cabine de peinture et celle de stockage de bouteille de gaz inflammable, bien que matérialisé sur le plan comme zones à risque, n'étaient pas matérialisées.</p> <p><b>NON-CONFORMITÉ</b></p> <p>Les zones à risque ne sont pas matérialisées par des moyens appropriés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Accessibilité des engins à proximité de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques incendies
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le 16 janvier 2023 la procédure n° B0551 concernant la conduite à tenir en cas d'incendie hors période de fonctionnement.  Celle-ci donne la procédure à suivre pour la société de gardiennage et mentionne qu'un boîtier "Vigik" est installé au poste de gardiennage pour permettre aux secours de pénétrer sur le site.  Le 25 janvier 2023, l'inspection a constaté que le boîtier est installé au niveau du poste de garde.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Système de détection et d'extinction automatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 8.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques incendies
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.2.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.  L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'inspection du 21 octobre 2021 avait permis de constater que : <i>"Le site est équipé de détections ponctuelles sur les zones à risques. Les alarmes sont reportées sur la centrale qui déclenche une cascade d'appels, les chefs de poste sont appelés en priorité. La personne recevant l'appel déclenche l'évacuation et appelle les pompiers. Hors des périodes de production, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter clairement sa procédure. Ce point doit être amélioré."</i>  Le 16 janvier 2023 l'exploitant a transmis la procédure n°B0551 relative au conduite a tenir en cas d'incendie hors période de fonctionnement.  L'inspection du 25 janvier 2023 a permis de constater qu'il reste à rajouter les numéros de téléphone des personnes à joindre et à transmettre cette procédure a la société de gardiennage, afin qu'une copie soit disponible au poste de garde.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 8.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques incendies
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• une réserve d'eau d'au moins 600 m<sup>3</sup>, équipée de deux raccords pompiers ;</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> L'inspection du 21 octobre 2021 avait entre autres permis de constater que : <i>"Le site est équipé :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>D'une bâche de 600 m<sup>3</sup> au nord-est du site, équipée de 2 raccords pompiers. L'exploitant doit pouvoir s'assurer que la bâche est bien remplie, pour cela, un repère visuel type toise pourra être mis en place."</i></li></ul> L'inspection du 25 janvier 2023 a permis de constater la mise en place d'un repère visuel à 1,60 m permettant de contrôler le niveau de remplissage de la réserve d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 8.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.  L'exploitant s'assure en permanence de la disponibilité d'un volume utile de 1 380 m <sup>3</sup> pour recueillir les eaux polluées consécutives d'un accident ou un incendie du bâtiment de stockage dit " Fontaine 1 ". [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le 16 janvier 2023, le calcul justifiant sa capacité de rétention.  Les éléments transmis n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Procédure prévenant la dispersion de granulés de plastiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article D. 541-362
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.  Ces procédures visent à :  a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;  b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;  c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;  d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;  e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;  f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;  g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures.  Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le 16 janvier 2023 : <ul style="list-style-type: none"><li>la procédure n° E0700 relative à la gestion environnementale des outres (grands sacs) contenant des GPI ;</li><li>la procédure n° E0701 relative à la manipulation, transport, stockage des GPI ;</li><li>la procédure n° E0702 relative au ramassage, confinement et nettoyage du site.</li></ul> Lors de la visite, l'inspection a consulté le plan répertoriant les zones où les GPI sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement.  Les procédures n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.  L'exploitant a informé l'inspection qu'au jour de la visite aucun contrôle interne du respect des procédures n'avait été effectué.  <b>NON-CONFORMITE</b> L'exploitant n'a pas réalisé les contrôles internes semestriels.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 7 : Audit d'inspection des procédures mentionnées à l'article D. 541-362 CE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article D. 541-364
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362.  Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant.  Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes.  Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa.  Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission.  L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.
<b>Constats :</b> L'installation a fait l'objet le 8 septembre 2022, par un organisme certifié, d'un audit réalisé conformément au décret n°2021-461 du 16 avril 202.  L'exploitant a bien fait réaliser un audit conformément au D 541-364 du code de l'environnement.  L'exploitant a précisé à l'inspection que les non-conformités relevées lors de l'audit avaient ou vont faire l'objet d'actions correctives (cf. Observation). L'exploitant prévoit de faire réaliser un nouvel audit courant 2023 afin de les faire valider.

**Observations :** Pour information cet audit conclut que :

*"A l'issue de cet audit initial de certification GPI, il ressort que la plupart des exigences ne sont pas satisfaites."*

*L'usage de nombreux big-bags de recyclés est une bonne chose dans le cadre de l'économie circulaire mais constitue une contrainte en terme de protection, de confinement et de ramassage empêchant la dissémination dans l'environnement.*

*La plupart des procédures exigées ne sont pas documentées et les bonnes pratiques non assurées. Les équipements prévenant le rejet canalisé dans l'environnement sont insuffisants. 5 non-conformités ont été documentées et doivent faire l'objet d'actions correctives efficaces."*

Les non-conformités relevées par l'audit sont les suivantes :

Non conformité n° 1 : le rapport fait mention du fait que la procédure B0550 ne couvre pas le transport et la manipulation.

L'exploitant a transmis le 16 janvier 2023 la procédure n°E0701 couvrant ces opérations. Cette procédure n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Non-conformité n° 2 : le rapport fait mention de l'absence de procédure documentée pour le confinement et le ramassage des GPI.

L'exploitant a transmis le 16 janvier 2023 la procédure n°E0702 couvrant ces opérations. Cette procédure n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Non-conformité n° 3 : le rapport fait mention de l'absence de procédure pour le nettoyage périodique du bassin de rétention en amont et des abords du site.

Le site ne dispose pas de bassin de rétention, car l'exploitant a jugé qu'au vu de la dimension des granulés susceptibles d'être présents sur site, le bassin n'était pas nécessaire pour prévenir de leurs dispersions dans l'environnement.

Concernant le nettoyage des abords, l'exploitant a mis en place la procédure n°E0702 couvrant les opérations de nettoyage du site.

Cette procédure n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Non-conformité n° 4 : le rapport fait mention de l'absence de dispositif de filtration ou tout autre moyen permettant d'arrêter les GPI de se déverser dans les ruisseaux et rivière alentour. Ainsi que du fait que les zones de stockage des big-bags aux abords du site ne font pas l'objet de bordures ou autres moyens de rétention empêchant la dissémination dans l'environnement et le milieu aquatique.

L'exploitant a mis en place un groupe de travail afin d'étudier les matériels appropriés à mettre en place afin de prévenir les rejets dans l'environnement des GPI.

Non-conformité n° 5 : le rapport fait mention de l'absence de contrôle interne semestriel. Cette non-conformité a déjà été relevée au constat n°6 de ce rapport.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 8 : Equipements permettant de prévenir les pertes et les fuites de GPI**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-361
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement.  Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.  Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.
<b>Constats :</b> L'exploitant a confirmé n'avoir pas réalisé d'étude permettant de confirmer que les équipements présents sur le site étaient adaptés ou non, afin de prévenir la dissémination dans l'environnement de granulés de plastiques industriels.  L'inspection demande donc que l'exploitant justifie que les équipements présents sur le site soient adaptés aux caractéristiques (taille, densité, ...) des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites et suffisant pour prévenir les rejets dans l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet